

# Rapport financier 2018 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2018

Nom : Vaudreuil-Dorion

Code géographique : 71083

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

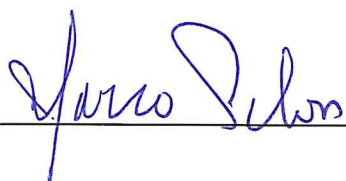
**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER  
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

---

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Marco Pilon, FCPA, FCGA, OMA, trésorier, atteste la véracité du rapport financier consolidé  
de Vaudreuil-Dorion pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018.  
(Nom de l'organisme)

Signature



Date

2019-05-24

## TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
<b>États financiers consolidés audités</b>	
Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	4
Rapport du vérificateur général	4.1
État consolidé des résultats	5
État consolidé de la situation financière	6
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	7
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	7
État consolidé des flux de trésorerie	8
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	9
<b>Renseignements complémentaires consolidés</b>	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	10
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	11
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	12
Situation financière par organismes	13
Charges par objets	14
Fonds local d'investissement (FLI)	15
Fonds local de solidarité (FLS)	16
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	17
Excédent (déficit) accumulé	18
Avantages sociaux futurs	19
<b>Renseignements financiers consolidés non audités</b>	
Analyse des revenus consolidés	21
Analyse des charges consolidées	22

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**

---

Aux membres du conseil de la Ville de Vaudreuil-Dorion

**Opinion**

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la Ville de Vaudreuil-Dorion (« l'entité »), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2018, et les états consolidés des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Vaudreuil-Dorion au 31 décembre 2018, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice terminé à cette date conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

**Fondement de l'opinion**

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

**Observations - Informations financières établies à des fins fiscales**

Nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Vaudreuil-Dorion inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages 11, 12 et 18 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

**Responsabilité de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés**

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**

---

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'entité.

**Responsabilité de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés**

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

· nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

· nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité;

· nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

· nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'entité à cesser son exploitation;

· nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;

· nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**

---

financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

 1  
Goudreau Poirier inc.  
Vaudreuil-Dorion

1 CPA auditrice, CA, permis de comptabilité publique no. A 107797

DATE 2019-05-24

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		<u>Budget</u>	<u>Réalisations</u>	
		<u>2018</u>	<u>2018</u>	<u>2017</u>
<b>Revenus</b>				
Taxes	1	63 794 337	66 892 045	62 047 373
Compensations tenant lieu de taxes	2	1 083 258	1 052 682	994 878
Quotes-parts	3			
Transferts	4	2 322 252	5 105 997	3 129 298
Services rendus	5	4 626 991	5 406 890	5 368 233
Imposition de droits	6	3 826 271	5 530 116	8 252 375
Amendes et pénalités	7	425 000	441 862	351 507
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	530 000	814 795	758 969
Autres revenus	10	6 067 000	3 305 474	11 741 575
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	82 675 109	88 549 861	92 644 208
<b>Charges</b>				
Administration générale	14	8 470 433	8 004 553	8 454 805
Sécurité publique	15	9 315 639	9 328 964	9 346 863
Transport	16	16 001 353	15 790 241	16 484 594
Hygiène du milieu	17	15 663 348	16 035 765	13 270 107
Santé et bien-être	18	914 256	1 023 747	866 769
Aménagement, urbanisme et développement	19	3 858 236	3 995 882	3 399 085
Loisirs et culture	20	17 814 027	17 487 745	16 032 630
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	5 359 958	5 596 510	5 699 145
Effet net des opérations de restructuration	23			75 298
	24	77 397 250	77 263 407	73 629 296
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	25	5 277 859	11 286 454	19 014 912
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		196 867 035	177 852 123
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	27			
Solde redressé	28		196 867 035	177 852 123
<b>Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice</b>	29		208 153 489	196 867 035

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.**

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE  
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

		<b>2018</b>	<b>2017</b>
<b>ACTIFS FINANCIERS</b>			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	21 918 365	14 414 014
Débiteurs (note 5)	2	30 448 938	33 187 855
Prêts (note 6)	3	551 473	566 873
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6	602 100	2 124 100
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	<b>53 520 876</b>	<b>50 292 842</b>
<b>PASSIFS</b>			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10	17 664 755	18 499 881
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	12 671 048	12 677 170
Revenus reportés (note 12)	12	3 164 140	2 875 776
Dette à long terme (note 13)	13	192 254 606	193 868 909
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14		
	15	<b>225 754 549</b>	<b>227 921 736</b>
<b>ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)</b>	16	<b>(172 233 673)</b>	<b>(177 628 894)</b>
<b>ACTIFS NON FINANCIERS</b>			
Immobilisations (note 15)	17	378 002 342	372 939 488
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18	10 879	10 879
Stocks de fournitures	19	510 118	537 175
Autres actifs non financiers (note 17)	20	1 863 823	1 008 387
	21	<b>380 387 162</b>	<b>374 495 929</b>
<b>EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ</b>	22	<b>208 153 489</b>	<b>196 867 035</b>

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.



**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		<u>Budget</u>	<u>Réalizations</u>	
		<u>2018</u>	<u>2018</u>	<u>2017</u>
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	1	5 277 859	11 286 454	19 014 912
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	43 265 420 ) (	17 842 058 ) (	28 370 294 )
Produit de cession	3		71 430	19 599
Amortissement	4	12 087 652	12 680 157	12 333 053
(Gain) perte sur cession	5		27 617	(19 599)
Réduction de valeur / Reclassement	6			75 298
	7	(31 177 768)	(5 062 854)	(15 961 943)
Variation des propriétés destinées à la revente	8			
Variation des stocks de fournitures	9		27 057	(40 148)
Variation des autres actifs non financiers	10		(855 436)	(388 512)
	11		(828 379)	(428 660)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	12			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	13			
<b>Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette</b>	14	(25 899 909)	5 395 221	2 624 309
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	15		(177 628 894)	(180 253 203)
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	16			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17			
Solde redressé	18		(177 628 894)	(180 253 203)
<b>Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice</b>	19		(172 233 673)	(177 628 894)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017
<b>Activités de fonctionnement</b>			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	11 286 454	19 014 912
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	12 680 157	12 333 053
Autres			
- Restructuration	3		75 298
- Gains sur disp. d'actifs	4	27 617	(19 599)
	5	23 994 228	31 403 664
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	2 738 917	249 349
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	(6 122)	(6 744 405)
Revenus reportés	9	288 364	285 197
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	1 522 000	(272 600)
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	27 057	(40 148)
Autres actifs non financiers	13	(855 436)	(388 512)
	14	27 709 008	24 492 545
<b>Activités d'investissement en immobilisations</b>			
Acquisition	15	( 17 842 058 )	( 28 370 294 )
Produit de cession	16	71 430	19 599
	17	(17 770 628)	(28 350 695)
<b>Activités de placement</b>			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	18	( )	( 316 316 )
Remboursement ou cession	19	15 400	1 014 980
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	( )	( )
Cession	21		
	22	15 400	698 664
<b>Activités de financement (note 4)</b>			
Émission de dettes à long terme	23	10 355 359	3 036 968
Remboursement de la dette à long terme	24	( 11 963 931 )	( 11 294 539 )
Variation nette des emprunts temporaires	25	(835 126)	7 067 296
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	(5 731)	212 352
Autres			
-	27		
-	28		
	29	(2 449 429)	(977 923)
<b>Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>			
	30	7 504 351	(4 137 409)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	14 414 014	18 551 423
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	32		
Solde redressé	33	14 414 014	18 551 423
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)</b>			
	34	21 918 365	14 414 014

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

### 1. Statut de l'organisme municipal

La ville est un organisme municipal organisé et existant en vertu des lois de la province de Québec. Selon le décret 302-94, les Villes de Vaudreuil et de Dorion se sont regroupées afin de se constituer en la Ville de Vaudreuil-Dorion, le 16 mars 1994.

La Ville de Vaudreuil était constituée en vertu du Bill 148, chapitre 93, le 10 juillet 1963. La Ville de Dorion était constituée en vertu de la loi Georges V, chapitre 59, le 16 mars 1916.

La ville est dirigée par un conseil et elle est responsable des activités municipales à caractère local.

La ville fait partie de la Municipalité Régionale de Comté de Vaudreuil-Soulanges, organisme regroupant 23 municipalités, qui est responsable de certaines activités municipales à caractère régional. Les dépenses de la M.R.C. après déduction des subventions du gouvernement du Québec, sont réparties entre ses municipalités constituantes selon le potentiel fiscal de chacune. La ville est responsable d'environ 27 % des sommes à répartir entre les municipalités.

La ville fait partie également de la Communauté métropolitaine de Montréal, organisme regroupant 82 municipalités, qui est responsable de certaines activités à caractère régional. Les dépenses de la C.M.M. après déduction des subventions du gouvernement du Québec, sont réparties entre ses municipalités constituantes selon le potentiel fiscal de chacune. La ville est responsable d'environ 1 % des sommes à répartir entre les municipalités.

De plus, la ville fait partie du Réseau de Transport Métropolitain (RTM). Le RTM est un organisme public de transport en commun qui a commencé ses activités le 1er juin 2017. Il a pris, entre autres, la relève de l'Agence Métropolitaine de transport (AMT) pour l'exploitation des trains de banlieue et des organismes de transport des couronnes nord et sud pour les activités de transport par autobus (C.I.T. La Presqu'Ile) et de transport adapté (Transport Soleil). La ville est responsable d'environ 1 % des sommes à répartir entre les municipalités.

Enfin, la Ville fait partie de l'Autorité régionale de transport métropolitain (ARTM). Celle-ci planifie, développe, soutient et fait la promotion du transport collectif sur l'ensemble du territoire de la grande région métropolitaine de Montréal. Elle assure, par des modes de transport collectif, la mobilité des personnes sur son territoire, incluant celles à mobilité réduite. Elle favorise l'intégration des services entre les différents modes de transport et augmente l'efficacité des corridors routiers. La ville est responsable d'environ 1 % des sommes à répartir entre les municipalités.

### 2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organisme présenté aux pages S13 et S14, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages S23-1, S23-2 et S23-3.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la ville excluant les organismes qu'elle contrôle.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

### A) Périmètre comptable et partenariats

#### a) Périmètre comptable

Le périmètre comptable de la ville englobe les opérations financières des organismes qui sont sous son contrôle. La ville inclut dans son périmètre comptable le Centre multidisciplinaire de la Cité-des-Jeunes, la Fondation du Maire de Vaudreuil-Dorion et Festivités de Vaudreuil-Dorion.

Les comptes de la ville, du Centre multidisciplinaire de la Cité-des-Jeunes, de Festivités de Vaudreuil-Dorion et de la Fondation du Maire de Vaudreuil-Dorion compris dans le périmètre comptable, sont consolidés ligne par ligne dans les états financiers à 100 %. Ainsi, les comptes sont harmonisés selon les méthodes comptables de la ville et combinés ligne par ligne et les opérations et les soldes interorganismes sont éliminés.

#### b) Partenariats

La ville ne participe à aucun partenariat. De plus, la ville ne contrôle aucun organisme consistant en une entreprise municipale et ne participe à aucun partenariat de type commercial.

### B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de comptabilité d'exercice.

Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatations suivants:

- Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception;
- Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu;
- Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date du transfert par l'officier de publicité des droits;
- Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;
- Les revenus des projets et autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux tiers;
- Les revenus d'intérêts sont constatés à titre de revenus lorsqu'ils sont gagnés.

Les charges comprennent le coût des biens consommés et des services obtenus au cours de l'exercice et incluent l'amortissement annuel du coût des immobilisations.

#### Estimations comptables

La préparation des états financiers de la Ville de Vaudreuil-Dorion, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Celles-ci ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Les principales estimations comprennent les provisions pour créances douteuses et les réclamations en justice, la durée d'utilité des immobilisations et les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et des obligations au titre des avantages sociaux futurs.

**C) Actifs****a) Actifs financiers**Prêts

Les prêts sont comptabilisés au moindre du coût et de la valeur de recouvrement nette.

**b) Actifs non financiers**Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de leur valeur de réalisation nette.

Autres actifs non financiers

Les autres actifs non financiers représentent des débours effectués avant la fin de l'exercice financier pour des services dont la ville bénéficiera au cours des prochains exercices financiers. Ces frais seront imputés aux charges au moment où la ville bénéficiera des services acquis.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de remplacement. Le coût est déterminé selon la méthode du coût moyen pour le stock de pièces et de fournitures du garage municipal et selon la méthode de l'épuisement successif pour les autres items d'inventaire (vrac, eaux, piscine,...). Les stocks désuets sont radiés des livres.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Les immobilisations en cours de construction ou d'amélioration ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

Les immobilisations acquises par donation ou pour une valeur symbolique sont comptabilisées à leur juste valeur au moment de leur acquisition, avec contrepartie aux revenus de l'exercice.

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative selon la méthode linéaire et les périodes suivantes :

Infrastructures	10, 15, 20 et 40 ans
Bâtiments	15, 30 et 40 ans
Améliorations locatives	5 et 10 ans
Véhicules	5, 7, 10 et 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	5, 6 et 10 ans

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Machinerie, outillage et équipement      5, 9, 10, 15 et 20 ans

#### **D) Passifs**

##### Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais à l'état de la situation financière.

##### Subventions reportées du gouvernement du Québec

Les subventions reçues du gouvernement du Québec sont, dans un premier temps, comptabilisées à titre de subventions reportées lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un deuxième temps, les subventions reportées sont diminuées et un montant équivalent de revenus de subvention est comptabilisé à mesure que les conditions relatives au passif sont remplies.

#### **E) Revenus**

Les subventions en provenance des gouvernements sont constatées et comptabilisées aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle elles sont autorisées par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la ville, sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La ville comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018****F) Avantages sociaux futurs****Régimes de retraite à cotisations déterminées**

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le régime de retraite simplifié (RRS) offert par la ville à ses pompiers est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

**Avantages sociaux futurs à prestations déterminées.**

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment :

- les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et l'assurance vie offertes aux retraités;

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 (« la Loi »). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode dite de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la municipalité en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2018 selon la méthode suivante : valeur lissée de l'actif 5 ans.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement en charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés, l'excédent pouvant faire l'objet d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

**G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir**

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Mesures transitoires relatives au passage à la comptabilité d'exercice au 1er janvier 2000 :

- pour les intérêts sur la dette à long terme (nets des montants des débiteurs affectés au remboursement de cette dette) : le solde au 1er janvier 2018 (715 \$) a été totalement affecté aux activités de fonctionnement en 2018.

- Financement à long terme des activités de fonctionnement :

- pour la dette à long terme en question : au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette.

**H) Instruments financiers**

s.o

**I) Autres éléments****Trésorerie et équivalents de trésorerie**

La politique de la ville consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible, les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

**Affectations**

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.



**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

**3. Modification de méthodes comptables**

**Actifs éventuels**

À compter du présent exercice, la ville a adopté la norme SP 3320, *Actifs éventuels*. La nouvelle norme comprend des exigences relatives aux informations à fournir sur les actifs éventuels dont la réalisation est probable.

Puisque la ville n'avait aucun actif éventuel probable à la date des états financiers, aucune information n'a été présentée aux états financiers. Cette nouvelle norme comptable a été appliquée de façon prospective.

**Droits contractuels**

À compter du présent exercice, la ville a adopté la norme SP 3380, *Droits contractuels*. La nouvelle norme comprend des exigences relatives aux informations à fournir sur les droits contractuels découlant de contrats ou d'accords qui donneront lieu à des actifs et à des revenus dans l'avenir.

Les informations requises sur les droits contractuels de la ville en vertu de cette nouvelle norme comptable sont présentées à la note 19 et portent sur une entente de transferts. Cette nouvelle norme comptable a été appliquée de façon prospective.

**Information relative aux apparentés et opérations interentités**

À compter du présent exercice, la ville a adopté la norme SP 2200, *Information relative aux apparentés* et la norme SP 3420, *Opérations interentités*. Ces nouvelles normes, qui définissent la notion d'apparentés, comprennent des exigences relatives aux informations à fournir relativement aux opérations entre apparentés ainsi qu'à la comptabilisation des opérations conclues entre des entités du secteur public qui sont comprises dans le périmètre comptable. Ces nouvelles normes comptables sont appliquées de façon prospective. De plus, il n'y a eu aucune opération interentité au cours de l'exercice.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017
<b>4. Trésorerie et équivalents de trésorerie</b>			
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	21 918 365	14 414 014
Découvert bancaire	2	( )	( )
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3		
<i>Autres éléments</i>			
-	4		
-	5		
-	6		
-	7		
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice</b>	8	21 918 365	14 414 014
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9	2 026 469	2 382 103
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10		
<b>Note</b>			
<b>5. Débiteurs</b>			
Taxes municipales	11	3 077 933	4 029 151
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12	490	490
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13	17 614 660	15 757 116
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14	2 311 833	4 411 380
Organismes municipaux	15	3 645 378	3 723 227
Autres			
- Droits sur les mutations imm.	16	2 037 806	4 788 883
- Org. individus, intérêts	17	1 760 838	477 608
	18	30 448 938	33 187 855
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19	14 062 487	13 102 605
Organismes municipaux	20		
Autres tiers	21		
	22	14 062 487	13 102 605
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23	159 901	153 484
<b>Note</b>			
<b>6. Prêts</b>			
Prêts à un office d'habitation	24		
Prêts à un fonds d'investissement	25		
Autres			
- SSMFLVD (Maison Félix-Leclerc)	26	316 316	316 316
- CMCJ + prog. instal. septiques	27	235 157	250 557
	28	551 473	566 873
Provision pour moins-value déduite des prêts	29		
<b>Note</b>			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

	2018	2017	
<b>7. Placements de portefeuille</b>			
Placements à titre d'investissement	30		
Autres placements	31		
	32		
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34		
<b>Note</b>			
<b>8. Avantages sociaux futurs</b>			
<b>Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs</b>			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35	1 030 100	2 525 100
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36	(428 000)	(401 000)
	37	<u>602 100</u>	<u>2 124 100</u>
<b>Charge de l'exercice</b>			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38	1 834 000	1 717 400
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39	39 000	38 000
Régimes à cotisations déterminées	40		
Autres régimes (REER et autres)	41	114 950	91 789
Régimes de retraite des élus municipaux	42	69 667	68 400
	43	<u>2 057 617</u>	<u>1 915 589</u>

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

**Note**

***La Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal***

Le 5 décembre 2014, le gouvernement du Québec a sanctionné la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (RLRQ, c. 15) (ci-après la « Loi »). La Loi vise la restructuration des régimes de retraite et vient distinguer les modalités d'application relativement au service accumulé avant le 1er janvier 2014 (ci-après le « service antérieur ») et le service qui s'accumule à compter de cette date (ci-après le « service postérieur »). Une évaluation actuarielle au 31 décembre 2013 est requise par la Loi pour tous les régimes visés.

Un processus prévoit une période de négociations débutant le 1er février 2015 afin de déterminer la nature des changements qui seront apportés aux régimes. En l'absence d'entente, une décision sans appel sera prise ultimement par un arbitre. Il est à noter que selon les conditions prévues à la Loi, certains régimes peuvent faire l'objet de report dans le processus avec négociations à compter du 1er janvier 2016 (ci-après « régimes avec report »). Pour ces régimes avec report, une évaluation au 31 décembre 2014 est requise. Certains changements de la Loi s'appliquent dès le 1er janvier 2014, d'autres s'appliquent à la conclusion de l'entente entre les parties alors que d'autres éléments s'appliquent à la fin de la convention collective en vigueur pour les régimes avec report.

Des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

ont été déposées devant la Cour supérieure visant à faire annuler cette Loi. Puisque l'issue de ces démarches et l'ampleur des sommes en cause sont indéterminables, les incidences possibles de ces requêtes n'ont pas été prises en compte au 31 décembre 2018.

---

**9. Autres actifs financiers**

Propriétés destinées à la revente (note 16)	44
Autres	45
	46

---

**Note**

---

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

2018

2017

**10. Emprunts temporaires**

La ville a négocié auprès de son institution financière plusieurs marges de crédit autorisées à 49 965 240 \$. Ces dernières portent intérêt au taux préférentiel plus ou moins 0.50%. Au 31 décembre 2018, les montants utilisés totalisent 17 664 755 \$. Ces sommes ont été empruntées en attendant le financement permanent de travaux municipaux et d'acquisitions d'immobilisations autorisés par règlements.

De plus, la ville a négocié une marge de crédit pour ses opérations courantes au montant de 4 000 000 \$ au taux préférentiel moins 0.50%. Au 31 décembre 2018, cette marge de crédit était inutilisée.

À ces emprunts s'ajoute l'emprunt bancaire du Centre Multidisciplinaire de la Cité des jeunes, au montant de NIL \$. Cette marge est autorisée à 300 000 \$, porte intérêt au taux préférentiel plus 0.25 % et est garantie par la ville.

**11. Crédoeurs et charges à payer**

Fournisseurs	47	5 460 134	4 442 232
Salaires et avantages sociaux	48	2 626 692	2 804 106
Dépôts et retenues de garantie	49	2 904 786	3 742 596
Provision pour contestations d'évaluation	50		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	51		
Assainissement des sites contaminés	52		
Autres			
- Intérêts dette à long terme	53	1 461 881	1 325 914
- Gouvernement du Canada	54	28 520	57 651
- Organismes municipaux	55	109 502	90 173
- Gouvernement du Québec	56	58 418	115 934
- Autres crédoeurs	57	21 115	98 564
	58	12 671 048	12 677 170

**Note****12. Revenus reportés**

Taxes perçues d'avance	59		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	60		
Fonds de développement des territoires	61		
Fonds parcs et terrains de jeux	62	2 470 515	1 813 476
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	63		
Société québécoise d'assainissement des eaux	64		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	65		
Autres contributions de promoteurs	66		
Fonds de redevances réglementaires	67		
Autres			
- Loyers, inscriptions, TECQ	68	693 625	662 300
-	69		400 000
-	70		
-	71		
	72	3 164 140	2 875 776

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

**Note**

---

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

						2018	2017
<b>13. Dette à long terme</b>							
		<u>Taux d'intérêt</u>		<u>Échéance</u>			
		<u>de</u>	<u>à</u>	<u>de</u>	<u>à</u>		
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,55	3,95	2028	2057	73	192 374 000	193 904 000
Obligations et billets en monnaies étrangères					74		
Gains (pertes) de change reportés					75		
					76		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					77		
Organismes municipaux					78		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					79		
Autres	2,95	2,95	2020	2020	80	811 135	889 707
					81	193 185 135	194 793 707
Frais reportés liés à la dette à long terme					82	( 930 529 )	( 924 798 )
					83	192 254 606	193 868 909

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	<u>Obligations et billets</u>		<u>Autres dettes à long terme</u>		<u>Total 2018</u>			
	<u>Avec fonds d'amortissement</u>	<u>Sans fonds d'amortissement</u>	<u>Location-acquisition</u>	<u>Autres</u>				
2019	84	92	11 838 000	100	109	78 571	117	11 916 571
2020	85	93	12 027 000	101	110	732 564	118	12 759 564
2021	86	94	12 052 000	102	111		119	12 052 000
2022	87	95	11 579 000	103	112		120	11 579 000
2023	88	96	11 677 000	104	113		121	11 677 000
2024 et +	89	97	133 201 000	105	114		122	133 201 000
	90	98	192 374 000	106	115	811 135	123	193 185 135
Intérêts et frais accessoires				107			124	
	91	99	192 374 000	108	116	811 135	125	193 185 135

**Note**

		2018	2017
<b>14. Actifs financiers nets (dette nette)</b>			
Revenant à (à la charge de)			
L'organisme municipal	126	(172 233 673)	(177 628 894)
Tiers			
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	127	( )	( )
Autres	128	( )	( )
	129	(172 233 673)	(177 628 894)

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<b>15. Immobilisations</b>		<b>Solde au début</b>		<b>Addition</b>		<b>Cession / Ajustement</b>		<b>Solde à la fin</b>
<b>COÛT</b>								
Infrastructures								
Eau potable	130	74 723 972	158	22 437 391	185		212	97 161 363
Eaux usées	131	112 570 987	159	53 279 840	186		213	165 850 827
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	132	119 891 017	160	9 888 176	187		214	129 779 193
Autres	133	44 981 729	161	4 209 520	188		215	49 191 249
Réseau d'électricité	134		162		189		216	
Bâtiments	135	56 987 361	163	662 021	190		217	57 649 382
Améliorations locatives	136	465 888	164	76 978	191		218	542 866
Véhicules	137	7 415 348	165	1 811 994	192		219	9 227 342
Ameublement et équipement de bureau	138	2 651 620	166	62 987	193		220	2 714 607
Machinerie, outillage et équipement divers	139	6 049 311	167	259 431	194	152 777	221	6 155 965
Terrains	140	24 273 974	168	579 326	195	3 973	222	24 849 327
Autres	141		169		196		223	
	142	<u>450 011 207</u>	170	<u>93 267 664</u>	197	<u>156 750</u>	224	<u>543 122 121</u>
Immobilisations en cours	143	<u>91 309 940</u>	171	<u>(75 425 606)</u>	198		225	<u>15 884 334</u>
	144	<u>541 321 147</u>	172	<u>17 842 058</u>	199	<u>156 750</u>	226	<u>559 006 455</u>
<b>AMORTISSEMENT CUMULÉ</b>								
Infrastructures								
Eau potable	145	25 283 869	173	1 808 380	200		227	27 092 249
Eaux usées	146	43 219 381	174	2 703 091	201		228	45 922 472
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	147	58 640 383	175	3 768 587	202		229	62 408 970
Autres	148	23 043 340	176	1 925 829	203		230	24 969 169
Réseau d'électricité	149		177		204		231	
Bâtiments	150	8 378 552	178	1 417 637	205		232	9 796 189
Améliorations locatives	151	430 745	179	24 690	206		233	455 435
Véhicules	152	3 763 778	180	464 365	207		234	4 228 143
Ameublement et équipement de bureau	153	1 974 451	181	172 811	208		235	2 147 262
Machinerie, outillage et équipement divers	154	3 647 160	182	394 767	209	57 703	236	3 984 224
Autres	155		183		210		237	
	156	<u>168 381 659</u>	184	<u>12 680 157</u>	211	<u>57 703</u>	238	<u>181 004 113</u>
<b>VALEUR COMPTABLE NETTE</b>	157	<u>372 939 488</u>					239	<u>378 002 342</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	240		243		245		247	
Amortissement cumulé	241	(_____)	244	(_____)	246	(_____)	248	(_____)
Valeur comptable nette	242	<u>_____</u>					249	<u>_____</u>

**Note**



**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017
<b>16. Propriétés destinées à la revente</b>			
Immeubles de la réserve foncière	250		
Immeubles industriels municipaux	251		
Autres	252	10 879	10 879
	253	10 879	10 879
<hr/>			
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	254		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	255	10 879	10 879
<hr/>			
<b>Note</b>			
<hr/>			
<b>17. Autres actifs non financiers</b>			
Frais payés d'avance			
- Ass., abonnements, cont. servi	256	602 243	968 137
- Contrib. employeur RCR en trop	257	1 209 732	
- Autres organismes	258	51 848	40 250
Autres			
-	259		
-	260		
	261	1 863 823	1 008 387
<hr/>			
<b>Note</b>			
<hr/>			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

**18. Obligations contractuelles**

	2019	2020	2021	2022	2023
Loyer Hôtel-de-ville	462 898	473 268	480 581	163 787	-
Déneigement	1 624 938	1 664 585	1 676 758	1 319 413	-
Services d'évaluation foncière	694 228	708 112	722 275	736 720	-
Entretien patinoires extérieures	158 554	162 518	166 581	170 746	-
Location de terrain	25 000	-	-	-	-
Collecte et disposition ordures	2 478 418	2 479 405	2 533 826	2 589 275	2 104 944
Licence d'utilisation logiciel	12 300	-	-	-	-
Licence d'utilisation logiciels	136 245	136 970	141 749	144 584	147 476
Logiciel Bibliomondo	29 572	-	-	-	-
Abonnement Microsoft Office	30 522	30 522	30 522	-	-
Entretien ménager bâtiments mun.	125 454	127 963	130 522	133 133	-
Fourniture d'agents de sécurité	208 020	212 180	216 424	220 752	225 167
Entretien ascenceurs	18 300	18 666	19 039	19 420	19 809
Audit rapports financiers	24 825	24 825	24 825	24 825	24 825
Gestion Opti-Centre	10 000	-	-	-	-
Centre multidisciplinaire de la Cité-des-Jeunes	1 893 893	1 941 240	1 989 771	2 039 516	2 090 504
Gestion des boues des eaux usées usine d'épuration	108 740	111 458	114 245	-	-
Analyses d'eau potable et d'eau usées	28 850	28 850	-	-	-
Fourniture de pierre concassée	73 103	74 565	76 056	77 577	-
Fourniture d'électricien taux hor.	147 800	150 756	153 771	156 847	159 983
Entretien réseau d'éclairage	100 800	102 816	104 872	106 970	109 109

Programme d'activités sportives école secondaire de la Cité-des-Jeunes

Afin de favoriser la plus large participation possible des jeunes adolescents à la pratique d'activités physiques, la ville s'est engagée à défrayer une partie des frais d'inscription des jeunes résidents au programme d'activités sportives de la Commission scolaire des Trois-Lacs pour une période de cinq ans à compter de 2010. Cette entente a été reconduite aux mêmes conditions pour une période supplémentaire de quatre ans.

2019: 35 000 \$

Subventions

La ville s'est engagée à verser 18 735 \$ par année pour une période de trois ans à la Fondation de l'Hôpital du Suroît dans le cadre de sa campagne majeure de financement 2016-2018.

2019: 18 735 \$

Un protocole d'entente sur l'utilisation d'un terrain de soccer synthétique a été signé avec la Commission scolaire des Trois-Lacs pour une période de 10 ans. La ville s'est aussi engagée pour l'entretien dudit terrain pour la même période pour un montant ne dépassant pas 70 000 \$.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

La ville s'est engagée à verser un montant annuel de 25 000 \$ à la Fondation de la Maison de soins palliatifs de Vaudreuil-Soulanges pour les années 2017 à 2019.

2019: 25 000 \$

## 19. Droits contractuels

Dans le cadre d'un programme de subvention sur les infrastructures, la ville et le gouvernement du Québec ont signé un protocole d'entente dans lequel le gouvernement s'engage à verser une somme de 2 158 846 \$ pour des travaux. La ville doit également investir 2 158 846 \$ dans ces travaux. Les travaux doivent être exécutés avant le 31 décembre 2019. À la date des états financiers, une somme de 1 950 387 \$ a été comptabilisée à titre de revenu.

Principaux contrats (avant taxes):

DESCRIPTION	TERME	DROIT ANNUEL
Location locaux	2018-01-01 au 2020-12-31	55 943 \$
Redevances	2015-06-01 au 2020-05-31	137 852 \$
Vente espaces publ.	2016-10-01 au 2021-12-31	20 000 \$
Location site téléc.	2015-07-01 au 2033-07-31	40 219 \$

Centre Multidisciplinaire de la Cité-des-Jeunes

Au 31 décembre 2018, le Centre multidisciplinaire de la Cité-des-Jeunes a signé des baux ayant des échéances jusqu'en 2022. Les revenus locatifs estimatifs pour les prochains exercices s'établissent comme suit:

2019	204 278 \$
2020	208 207 \$
2021	194 542 \$
2022	170 944 \$

## 20. Passifs éventuels

### a) Cautionnement et garantie

En août 2011, la ville a cautionné une marge de crédit au montant de 300 000 \$ et par la suite, un emprunt à long terme, pour un montant n'excédant pas 2 000 000 \$, pour le compte du Centre multidisciplinaire de la Cité-des-Jeunes.

### b) Auto-assurance

s.o.

### c) Poursuites

Des contribuables et des tiers ont signifié des réclamations en dommages-intérêts et pour des expropriations pour un montant total d'environ 13 439 719 \$ incluant les demandes

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

subsidiaires. La ville est d'avis que la plupart de ces réclamations sont sans fondement et, en conséquence, seule une provision de 149 576 \$ a été prise aux états financiers. De plus, une partie de ces réclamations a été transmise aux assureurs de la ville qui en ont pris fait et cause. Au moment de la mise au point définitive des états financiers, il est impossible de prévoir l'issue de ces dossiers. Par contre, des négociations ont été entreprises pour certains d'entre eux. Advenant un dénouement défavorable de l'une de ces causes, le montant à payer par la ville serait comptabilisé aux résultats de l'exercice alors en cours.

**d) Autres**

s.o.

**21. Actifs éventuels**

s.o.

**22. Redressement aux exercices antérieurs**

s.o.

**23. Données budgétaires**

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et du budget adopté par les organismes contrôlés, incluant la part qui lui revient dans le budget des partenariats auxquels la ville participe, après élimination des opérations réciproques. La Fondation du maire de Vaudreuil-Dorion et les Festivités de Vaudreuil-Dorion sont exclues du budget consolidé puisque ces organismes n'ont pas adopté de budget pour l'exercice 2018. L'impact de cette exclusion est non significatif puisque la ville adopte dans son propre budget une charge relativement à ces organismes.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'administration municipale est également présentée dans les informations sectorielles.

**24. Instruments financiers**

s.o.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES**  
**RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		Réalisations 2017	Budget 2018	Administration	Ventilation de	Réalisations 2018	Total
		Administration	Administration	municipale	l'amortissement	Organismes	consolidé <sup>1</sup>
		municipale	municipale			contrôlés et	
						partenariats	
<b>Revenus</b>							
<b>Fonctionnement</b>							
Taxes	1	62 038 243	63 794 337	66 855 345			66 855 345
Compensations tenant lieu de taxes	2	994 878	1 083 258	1 052 682			1 052 682
Quotes-parts	3						
Transferts	4	1 533 384	922 252	1 928 925		415 200	1 944 125
Services rendus	5	4 629 955	4 626 991	5 434 736			5 406 890
Imposition de droits	6	8 252 375	3 826 271	5 530 116			5 530 116
Amendes et pénalités	7	351 507	425 000	441 862			441 862
Revenus de placements de portefeuille	8						
Autres revenus d'intérêts	9	754 525	530 000	814 550		245	814 795
Autres revenus	10	44 337	50 000	121 626		2 846 488	393 238
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	78 599 204	75 258 109	82 179 842		3 261 933	82 439 053
<b>Investissement</b>							
Taxes	13	9 130		36 700			36 700
Quotes-parts	14						
Transferts	15		1 400 000	3 161 872			3 161 872
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17	10 047 067	6 017 000	1 830 480			1 830 480
Autres	18	1 317 356		1 081 756			1 081 756
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
	20	11 373 553	7 417 000	6 110 808			6 110 808
	21	89 972 757	82 675 109	88 290 650		3 261 933	88 549 861
<b>Charges</b>							
Administration générale	22	8 380 729	8 397 294	7 904 033	100 520		8 004 553
Sécurité publique	23	8 897 370	8 871 829	8 852 248	476 716		9 328 964
Transport	24	8 956 538	11 141 135	10 708 963	5 081 278		15 790 241
Hygiène du milieu	25	8 684 003	11 135 228	11 359 153	4 676 612		16 035 765
Santé et bien-être	26	820 935	914 256	971 327		52 420	1 023 747
Aménagement, urbanisme et développement	27	3 388 032	3 847 323	3 988 133	7 749		3 995 882
Loisirs et culture	28	13 861 207	15 718 216	15 402 770	2 176 187	2 911 510	17 487 745
Réseau d'électricité	29						
Frais de financement	30	5 588 327	5 348 633	5 484 309		112 201	5 596 510
Effet net des opérations de restructuration	31						
Amortissement des immobilisations	32	12 128 614	11 975 268	12 519 062	( 12 519 062 )		
	33	70 705 755	77 349 182	77 189 998		3 076 131	77 263 407
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	34	19 267 002	5 325 927	11 100 652		185 802	11 286 454

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES  
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		Réalisations 2017	Budget 2018	Réalisations 2018		Total consolidé <sup>1</sup>
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	1	19 267 002	5 325 927	11 100 652	185 802	11 286 454
Moins: revenus d'investissement	2	( 11 373 553 )	( 7 417 000 )	( 6 110 808 )	( )	( 6 110 808 )
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales</b>	3	7 893 449	(2 091 073)	4 989 844	185 802	5 175 646
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
<b>Immobilisations</b>						
Amortissement	4	12 128 614	11 975 268	12 519 062	161 095	12 680 157
Produit de cession	5	19 599		20 430	51 000	71 430
(Gain) perte sur cession	6	(19 599)		(16 457)	44 074	27 617
Réduction de valeur / Reclassement	7					
	8	12 128 614	11 975 268	12 523 035	256 169	12 779 204
<b>Propriétés destinées à la revente</b>						
Coût des propriétés vendues	9					
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11					
<b>Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux</b>						
Remboursement ou produit de cession	12	1 014 980		15 400		15 400
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14					
	15	1 014 980		15 400		15 400
<b>Financement</b>						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16					
Remboursement de la dette à long terme	17	( 10 324 908 )	( 10 703 097 )	( 10 894 854 )	( 78 572 )	( 10 973 426 )
	18	(10 324 908)	(10 703 097)	(10 894 854)	(78 572)	(10 973 426)
<b>Affectations</b>						
Activités d'investissement	19	( 1 200 824 )	( 26 301 )	( 755 144 )	( 50 560 )	( 805 704 )
<b>Excédent (déficit) accumulé</b>						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	24 503		200 986		200 986
Excédent de fonctionnement affecté	21	798 713	872 014	2 394 014		2 394 014
Réserves financières et fonds réservés	22	(156 691)	(26 811)	(249 306)		(249 306)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(662)		(715)		(715)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	(534 961)	818 902	1 589 835	(50 560)	1 539 275
	26	2 283 725	2 091 073	3 233 416	127 037	3 360 453
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales</b>	27	10 177 174		8 223 260	312 839	8 536 099

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES  
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		Réalizations 2017		Réalizations 2018		Total consolidé <sup>1</sup>
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats		
<b>Revenus d'investissement</b>	1	11 373 553	6 110 808			6 110 808
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
<b>Immobilisations</b>						
Acquisition						
Administration générale	2	( 92 118 )	( 1 350 565 )	( )	( )	( 1 350 565 )
Sécurité publique	3	( 167 712 )	( 1 545 387 )	( )	( )	( 1 545 387 )
Transport	4	( 14 843 275 )	( 5 861 978 )	( )	( )	( 5 861 978 )
Hygiène du milieu	5	( 8 389 453 )	( 2 868 143 )	( )	( )	( 2 868 143 )
Santé et bien-être	6	( )	( 694 850 )	( )	( )	( 694 850 )
Aménagement, urbanisme et développement	7	( 11 475 )	( 204 798 )	( )	( )	( 204 798 )
Loisirs et culture	8	( 4 811 750 )	( 5 265 777 )	( 50 560 )	( )	( 5 316 337 )
Réseau d'électricité	9	( )	( )	( )	( )	( )
	10	( 28 315 783 )	( 17 791 498 )	( 50 560 )	( )	( 17 842 058 )
<b>Propriétés destinées à la revente</b>						
Acquisition	11	( )	( )	( )	( )	( )
<b>Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux</b>						
Émission ou acquisition	12	( 316 316 )	( )	( )	( )	( )
<b>Financement</b>						
Financement à long terme des activités d'investissement	13	1 353 063	8 404 972			8 404 972
<b>Affectations</b>						
Activités de fonctionnement	14	1 200 824	755 144	50 560		805 704
Excédent accumulé						
Excédent de fonctionnement non affecté	15	1 074 380	1 433 377			1 433 377
Excédent de fonctionnement affecté	16	2 017 801	7 176 584			7 176 584
Réserves financières et fonds réservés	17	2 215 361	1 076 700			1 076 700
	18	6 508 366	10 441 805	50 560		10 492 365
	19	(20 770 670)	1 055 279			1 055 279
<b>Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales</b>						
	20	(9 397 117)	7 166 087			7 166 087

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES**  
**SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2018**

		<u>2017</u>		<u>2018</u>	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé <sup>1</sup>
<b>ACTIFS FINANCIERS</b>					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	13 655 005	21 265 532	652 833	21 918 365
Débiteurs (note 5)	2	33 441 898	30 734 455	190 740	30 448 938
Prêts (note 6)	3	1 042 873	1 027 473		551 473
Placements de portefeuille (note 7)	4				
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6	2 124 100	602 100		602 100
Autres actifs financiers (note 9)	7				
	8	50 263 876	53 629 560	843 573	53 520 876
<b>PASSIFS</b>					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 10)	10	18 499 881	17 664 755		17 664 755
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	12 405 696	12 504 952	642 353	12 671 048
Revenus reportés (note 12)	12	2 387 036	3 012 853	151 287	3 164 140
Dette à long terme (note 13)	13	192 979 202	191 443 471	1 287 135	192 254 606
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14				
	15	226 271 815	224 626 031	2 080 775	225 754 549
<b>ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)</b>	16	(176 007 939)	(170 996 471)	(1 237 202)	(172 233 673)
<b>ACTIFS NON FINANCIERS</b>					
Immobilisations (note 15)	17	372 360 431	377 628 894	373 448	378 002 342
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18	10 879	10 879		10 879
Stocks de fournitures	19	513 538	490 421	19 697	510 118
Autres actifs non financiers (note 17)	20	968 137	1 811 975	51 848	1 863 823
	21	373 852 985	379 942 169	444 993	380 387 162
<b>EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ</b>					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	22	9 593 986	8 100 883	(128 522)	7 972 361
Excédent de fonctionnement affecté	23	9 040 262	6 051 664		6 051 664
Réserves financières et fonds réservés	24	3 001 885	3 714 700		3 714 700
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	25	( 2 697 181 )	( 2 250 152 )	( 73 377 )	( 2 323 529 )
Financement des investissements en cours	26	(16 403 160)	(9 277 282)		(9 277 282)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	27	195 309 254	202 605 885	(590 310)	202 015 575
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	28				
	29	197 845 046	208 945 698	(792 209)	208 153 489

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.



**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**CHARGES PAR OBJETS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		<b>Administration municipale</b>		<b>Données consolidées</b>	
		<b>Budget 2018</b>	<b>Réalisations 2018</b>	<b>Réalisations 2018</b>	<b>Réalisations 2017</b>
<b>Rémunération</b>	1	16 833 849	16 108 481	17 317 392	17 206 200
<b>Charges sociales</b>	2	4 793 177	4 725 494	4 847 751	4 803 878
<b>Biens et services</b>	3	29 578 127	30 178 963	28 624 735	26 545 614
<b>Frais de financement</b>					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	4	4 920 783	5 058 865	5 101 775	5 244 187
D'autres organismes municipaux	5				
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6	332 850	332 850	332 850	327 962
D'autres tiers	7				
Autres frais de financement	8	95 000	92 594	161 885	126 996
<b>Contributions à des organismes</b>					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	9	7 071 191	6 571 194	6 571 194	4 909 189
Transferts	10				
Autres	11				
Autres organismes					
Transferts	12	1 585 557	1 387 031	1 387 031	1 321 578
Autres	13		95 805	113 478	529 855
<b>Amortissement des immobilisations</b>	14	11 975 268	12 519 062	12 680 157	12 333 053
<b>Autres</b>					
- Indemnités, mauv. créances	15	65 000	118 023	123 523	154 684
- Remb. dépenses élect. alloc.	16	98 380	1 636	1 636	50 802
- Restructuration	17				75 298
	18	77 349 182	77 189 998	77 263 407	73 629 296

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**FONDS LOCAL D'INVESTISSEMENT**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

2018

2017

**RÉSULTATS**

**Revenus**

Revenus sur les placements de portefeuille	1
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	2
Autres revenus	3
	4

**Charges**

Créances douteuses	
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	5
Variation de la provision pour moins-value	6
	7
Autres charges	8
	9
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	<b>10</b>

**SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE**

**Actifs**

Trésorerie et équivalents de trésorerie	11
Placements de portefeuille	12
Débiteurs	13
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	14
Provision pour moins-value	15 (                    ) (                    )
	16
	17

**Passifs**

Créditeurs et charges à payer	18
Revenus reportés	19
Dette à long terme	20
	21
<b>Solde du Fonds local d'investissement</b>	<b>22</b>

**VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE**  
**ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE**

Libres	23
Supportant les engagements de prêts	24
Supportant les garanties de prêts	25
	26

**Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu**

**Note sur la dette à long terme**

**Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts**

**Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts**

**Note sur les autres revenus et les autres charges**



**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**FONDS DE GESTION ET DE MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

2018

2017

**RÉSULTATS**

**Revenus**

Revenus provenant de la gestion foncière	1	
Revenus provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	2	
Autres revenus	3	
	4	

**Charges**

Frais de gestion		
Salaires	5	
Créances douteuses	6	
Autres frais de gestion	7	
	8	

Activités et projets de mise en valeur du territoire

-	9	
-	10	
-	11	
-	12	
-	13	
-	14	
	15	
	16	

**Excédent (déficit) de l'exercice**

17

**SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE**

**Actifs**

Trésorerie et équivalents de trésorerie	18	
Placements de portefeuille	19	
Débiteurs	20	
Provision pour créances douteuses	21	(                    ) (                    )
	22	
Autres	23	
	24	

**Passifs**

Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	25	
Créditeurs et charges à payer	26	
Revenus reportés		
Provenant de la gestion foncière	27	
Provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	28	
Autres	29	
Autres	30	
	31	

**Solde du Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire**

32

**Note sur les autres actifs****Note sur les créditeurs et charges à payer****Note sur les autres revenus reportés****Note sur les autres passifs**

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017
<b>Excédent (déficit) accumulé</b>			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	7 972 361	9 152 625
Excédent de fonctionnement affecté	2	6 051 664	9 040 262
Réserves financières et fonds réservés	3	3 714 700	3 001 885
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	( 2 323 529 )	( 2 770 558 )
Financement des investissements en cours	5	(9 277 282)	(16 403 160)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	202 015 575	194 845 981
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	208 153 489	196 867 035
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS</b>			
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté</b>			
Administration municipale	9	8 100 883	9 593 986
Organismes contrôlés et partenariats <sup>1</sup>	10	(128 522)	(441 361)
	11	7 972 361	9 152 625
<b>Excédent de fonctionnement affecté</b>			
Administration municipale			
- Exercice financier suivant	12	307 000	872 014
- Rénov. bâtiments anciens	13	50 000	50 000
- Immeubles municipaux	14	5 092 564	5 994 148
- Avantages sociaux futurs	15	602 100	2 124 100
-	16		
-	17		
-	18		
-	19		
-	20		
	21	6 051 664	9 040 262
Organismes contrôlés et partenariats <sup>1</sup>	22		
-	23		
-	24		
	25		
	26	6 051 664	9 040 262
<b>Réserves financières et fonds réservés</b>			
Réserves financières - Administration municipale			
-	27		
-	28		
-	29		
-	30		
-	31		
	32		
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
-	33		
-	34		
-	35		
	36		
<b>Fonds réservés</b>			
Fonds de roulement			
Administration municipale	37	2 403 645	1 020 815
Organismes contrôlés et partenariats	38		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	39	798 691	1 002 855
Organismes contrôlés et partenariats	40		
Montant non réservé			
Administration municipale	41		
Organismes contrôlés et partenariats	42		
Fonds local d'investissement	43		
Fonds local de solidarité	44		
Autres			
- Fonds de stationnement	45	11 562	190 440
- Charges reportées fin. long te	46	500 802	787 775
	47	3 714 700	3 001 885
	48	3 714 700	3 001 885

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2018**

	2018	2017
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)</b>		
<b>Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir</b>		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49 (	) ( )
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50 (	) ( )
Avantages postérieurs au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 (	) ( )
Autres	52 (	) ( )
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	53 (	) ( )
	54 (	) ( )
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	55 (	) ( )
Assainissement des sites contaminés	56 (	) ( )
Appariement fiscal pour revenus de transfert	57 (	) ( )
Autres		
-	58 (	) ( )
-	59 (	) ( )
	60 (	) ( )
Mesures d'allègement fiscal transitoires		
Modifications comptables du 1 <sup>er</sup> janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	61 (	) ( )
Intérêts sur la dette à long terme	62 (	) ( 715 )
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	63 (	) ( )
Utilisation du fonds de roulement	64 (	) ( )
Mesure relative aux frais reportés	65 (	) ( )
Autres		
-	66 (	) ( )
-	67 (	) ( )
	68 (	) ( 715 )
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	69 (	) ( )
Frais d'émission de la dette à long terme	70 ( 740 200 )	( 1 116 300 )
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	71 (	) ( )
Autres		
- Autres financements	72 ( 1 509 952 )	( 1 580 166 )
- Organismes	73 ( 73 377 )	( 73 377 )
	74 ( 2 323 529 )	( 2 769 843 )
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	75	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	76	
Prêts aux entrepreneurs, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs liés au FLI et au FLS	77	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	78	
Autres	79	
-	80	
	81 ( 2 323 529 )	( 2 770 558 )

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)</b>			
<b>Financement des investissements en cours</b>			
Financement non utilisé	82	3 107 735	4 631
Investissements à financer	83 (	12 385 017 ) (	16 407 791 )
	84	(9 277 282)	(16 403 160)
<b>Investissement net dans les immobilisations et autres actifs</b>			
Éléments d'actif			
Immobilisations	85	378 002 342	372 939 488
Propriétés destinées à la revente	86	10 879	10 879
Prêts	87	551 473	566 873
Placements de portefeuille à titre d'investissement	88		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	89		
	90	378 564 694	373 517 240
Ajustements aux éléments d'actif	91		
	92	378 564 694	373 517 240
Éléments de passif correspondant			
Dettes à long terme	93 (	192 254 606 ) (	193 868 909 )
Frais reportés liés à la dette à long terme	94 (	930 529 ) (	924 798 )
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	95	14 062 487	13 102 605
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	96		
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	97	2 573 529	3 019 843
	98 (	176 549 119 ) (	178 671 259 )
Dettes en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	99 (	) (	)
	100 (	176 549 119 ) (	178 671 259 )
	101	202 015 575	194 845 981

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS  
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

**A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 <u>1</u>	2 <u>1</u>

**Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements**

La Ville de Vaudreuil-Dorion parraine un régime de retraite à prestations déterminées. À l'exception du groupe des pompiers syndiqués et de quelques groupes particuliers d'employés, le régime de retraite à prestations déterminées offert à l'ensemble des salariés est contributif. Ce régime prévoit des prestations basées sur le salaire final pour le service avant le 1er janvier 2014 et sur le salaire carrière pour le service après le 31 décembre 2013. Le salaire final est calculé comme étant égal à la moyenne des six années les mieux rémunérées du participant. La rente carrière accumulée est indexée annuellement jusqu'à la cessation de participation. La dernière évaluation actuarielle a été produite au 31 décembre 2017.

Les cotisations salariales des participants s'élèvent à 8.0 % du salaire. À compter du 1er janvier 2020, elles seront majorées afin de financer 50 % de la cotisation d'exercice requise. Depuis juillet 2017, une cotisation de stabilisation de 0.88 % du salaire est versée par les participants et la ville.

Depuis le 1er juillet 2014, la Ville parraine un régime supplémentaire de retraite à prestations déterminées à l'égard des participants affectés par la rente maximale du Régime complémentaire de retraite des employés de la Ville de Vaudreuil-Dorion, soit le régime surcomplémentaire de retraite des employés de la Ville de Vaudreuil-Dorion. Le régime de retraite est non contributif. Ce régime a fait l'objet d'une modification en février 2019 afin de répliquer les modifications convenues au régime complémentaire de retraite des employés de la Ville de Vaudreuil-Dorion.



**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

	<u>2018</u>	<u>2017</u>
<b>Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs</b>		
Actif (passif) au début de l'exercice	3 2 525 100	2 226 500
Charge de l'exercice	4 ( 1 834 000 )	( 1 717 400 )
Cotisations versées par l'employeur	5 339 000	2 016 000
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6 <u>1 030 100</u>	<u>2 525 100</u>
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7 36 595 000	34 945 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 ( <u>36 742 700</u> )	( <u>34 913 700</u> )
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9 (147 700)	31 300
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10 <u>1 177 800</u>	<u>2 493 800</u>
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11 1 030 100	2 525 100
Provision pour moins-value	12 ( )	( )
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13 <u>1 030 100</u>	<u>2 525 100</u>
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs</b>		
Nombre de régimes en cause	14 <u>1</u>	<u>1</u>
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 ( <u>147 700</u> )	( <u>64 700</u> )
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 ( <u>147 700</u> )	( <u>64 700</u> )
<b>Charge de l'exercice</b>		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18 2 353 900	2 300 700
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19 <u>89 700</u>	<u>103 000</u>
	20 2 443 600	2 403 700
Cotisations salariales des employés	21 ( 1 005 000 )	( 937 000 )
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 ( )	( )
	23 1 438 600	1 466 700
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24 406 900	365 600
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25 (89 700)	(103 000)
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres		
- Autres ajustements	29 22 000	
-	30	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31 <u>1 777 800</u>	<u>1 729 300</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32 <u>1 981 200</u>	<u>1 708 100</u>
Rendement espéré des actifs	33 ( <u>1 925 000</u> )	( <u>1 720 000</u> )
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34 <u>56 200</u>	<u>(11 900)</u>
Charge de l'exercice	35 <u>1 834 000</u>	<u>1 717 400</u>

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

	2018	2017
<b>Informations complémentaires</b>		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36 1 717 000	2 719 000
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37 ( 1 925 000 )	( 1 720 000 )
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38 (208 000)	999 000
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39 1 206 800	(1 471 400)
Prestations versées au cours de l'exercice	40 1 389 000	1 073 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41 34 380 000	36 397 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43 147 700	64 700
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	44	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45 1 150 000	2 357 000
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46 13	15
<b>Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47 5,32 %	5,57 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48 5,58 %	5,50 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49 3,25 %	3,25 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50 2,00 %	2,00 %
Autres hypothèses économiques		
-	51	
-	52	

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

**B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

		Régimes d'avantages complémentaires de retraite		Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	53	1	54	

**Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements**

La Ville offre actuellement à ses retraités et futurs retraités des avantages complémentaires de retraite (Régime d'assurance collective) de type prestations déterminées. Le Régime comprend de l'assurance vie des retraités et des personnes à charge pour les retraités actuels et futurs, ainsi que des prestations de soins de santé pour les retraités et les personnes à charge de deux retraités actuels (qui ont pris leur retraite avant le 1er juillet 1998). La ville paie 100 % des primes pour tous les retraités. La date de la plus récente évaluation actuarielle est le 31 décembre 2016.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

	<u>2018</u>	<u>2017</u>
<b>Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs</b>		
Actif (passif) au début de l'exercice	55 (401 000)	(375 000)
Charge de l'exercice	56 ( 39 000 )	( 38 000 )
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57 12 000	12 000
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58 <u>(428 000)</u>	<u>(401 000)</u>
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ( <u>481 000</u> )	( <u>461 000</u> )
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61 (481 000)	(461 000)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62 <u>53 000</u>	<u>60 000</u>
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63 (428 000)	(401 000)
Provision pour moins-value	64 ( )	( )
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65 <u>(428 000)</u>	<u>(401 000)</u>
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs</b>		
Nombre de régimes et avantages en cause	66 <u>1</u>	<u>1</u>
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ( <u>481 000</u> )	( <u>461 000</u> )
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ( <u>481 000</u> )	( <u>461 000</u> )
<b>Charge de l'exercice</b>		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70 18 000	18 000
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71 <u>18 000</u>	<u>18 000</u>
Cotisations salariales des employés	72 18 000	18 000
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	73 ( )	( )
	74 ( )	( )
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	75 18 000	18 000
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	76 8 000	8 000
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	78	
Variation de la provision pour moins-value	79	
	80	

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

	2018	2017
Autres		
-	81	
-	82	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83 <u>26 000</u>	<u>26 000</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84 <u>13 000</u>	<u>12 000</u>
Rendement espéré des actifs	85 ( _____ )	( _____ )
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86 <u>13 000</u>	<u>12 000</u>
Charge de l'exercice	87 <u>39 000</u>	<u>38 000</u>
<b>Informations complémentaires</b>		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89 ( _____ )	( _____ )
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91	
Prestations versées au cours de l'exercice	92	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94	
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96 15	15
<b>Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b> (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97 2,75 %	2,75 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98 %	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99 %	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100 %	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101 7,30 %	7,60 %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102 5,20 %	5,20 %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103 2 026	2 026
Autres hypothèses économiques		
-	104	
-	105	

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

**C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES**

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 106 \_\_\_\_\_

**Description des régimes et autres renseignements**

	<b>2018</b>	<b>2017</b>
<b>Charge de l'exercice</b>		
Cotisations de l'employeur		
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107	
Régime volontaire d'épargne-retraite	108	
Régime de retraite simplifié	109	
Régime de retraite par financement salarial	110	
Autres régimes	111	
	112	

**D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)**

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 113 \_\_\_\_\_ 1

**Description des régimes et autres renseignements**

Depuis juillet 2016, la ville offre un régime de retraite simplifié (RRS) à ses pompiers. Celui-ci prend la forme d'un versement dans un RRS des employés participants au même taux que celui des participants pour un maximum de 8 % pour la part de la ville. Les employés peuvent verser une contribution volontaire supplémentaire s'ils le souhaitent.

	<b>2018</b>	<b>2017</b>
<b>Charge de l'exercice</b>		
Cotisations de l'employeur	114	114 950
		91 789

**E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX**

	<b>2018</b>	<b>2017</b>
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	115	8
		8

**Description du régime**

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par S24-5

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		<b>2018</b>	<b>2017</b>
<b>Cotisations des élus au RREM</b>	116	<u>17 034</u>	<u>16 845</u>
<b>Charge de l'exercice</b>			
Contributions de l'employeur au RREM	117	57 483	56 769
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	118	<u>12 184</u>	<u>11 631</u>
	119	<u>69 667</u>	<u>68 400</u>

---

**Note**

---

---

## **RENSEIGNEMENTS FINANCIERS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS**



**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>	<b>Administration municipale</b>		<b>Données consolidées</b>		
	<b>Budget</b>	<b>Réalisations</b>	<b>Réalisations</b>	<b>Réalisations</b>	
<b>TAXES</b>	<b>2018</b>	<b>2018</b>	<b>2018</b>	<b>2017</b>	
<b>SUR LA VALEUR FONCIÈRE</b>					
Taxes générales					
Taxe foncière générale	1	48 961 599	51 605 183	51 605 183	47 114 608
Taxes spéciales					
Service de la dette	2				
Activités de fonctionnement	3				
Activités d'investissement	4				
Taxes de secteur					
Taxes spéciales					
Service de la dette	5	3 910 000	3 947 191	3 947 191	3 964 758
Activités de fonctionnement	6				
Activités d'investissement	7				
Autres	8				
	9	52 871 599	55 552 374	55 552 374	51 079 366
<b>SUR UNE AUTRE BASE</b>					
Taxes, compensations et tarification					
Services municipaux					
Eau	10	5 033 507	5 239 908	5 239 908	5 125 610
Égout	11				
Traitement des eaux usées	12				
Matières résiduelles	13				
Autres					
- Installations UV	14	59 231	48 520	48 520	36 003
-	15				
-	16				
Centres d'urgence 9-1-1	17	180 000	188 092	188 092	177 394
Service de la dette	18	5 650 000	5 826 451	5 826 451	5 619 870
Pouvoir général de taxation	19				
Activités de fonctionnement	20				
Activités d'investissement	21		36 700	36 700	9 130
	22	10 922 738	11 339 671	11 339 671	10 968 007
Taxes d'affaires					
Sur l'ensemble de la valeur locative	23				
Autres	24				
	25				
	26	10 922 738	11 339 671	11 339 671	10 968 007
	27	63 794 337	66 892 045	66 892 045	62 047 373

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
<b>COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES</b>				
<b>GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES</b>				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	28	142 200	143 661	136 041
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	29	1 361	805	1 431
Taxes d'affaires	30			
Compensations pour les terres publiques	31			
	32	143 561	144 466	137 472
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	33	83 332	85 938	83 333
Cégeps et universités	34			
Écoles primaires et secondaires	35	781 720	754 585	701 722
	36	865 052	840 523	785 055
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	37			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	38			
Taxes d'affaires	39			
	40			
	41	1 008 613	984 989	922 527
<b>GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES</b>				
Taxes sur la valeur foncière	42	26 350	26 793	26 364
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	43	295	295	295
Taxes d'affaires	44			
	45	26 645	27 088	26 659
<b>ORGANISMES MUNICIPAUX</b>				
Taxes sur la valeur foncière	46	48 000	40 605	45 692
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	47			
	48	48 000	40 605	45 692
<b>AUTRES</b>				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	49			
Autres	50			
	51			
	52	1 083 258	1 052 682	994 878

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
<b>TRANSFERTS</b>				
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT</b>				
<b>Administration générale</b>	53	6 557	6 557	11 262
<b>Sécurité publique</b>				
Police	54			
Sécurité incendie	55	630 362	630 362	314
Sécurité civile	56	321 155	321 155	400 000
Autres	57			
<b>Transport</b>				
Réseau routier				
Voirie municipale	58	50 000	61 784	52 085
Enlèvement de la neige	59			
Autres	60	22 500	22 500	11 260
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	61			1 586 584
Transport adapté	62			262 408
Transport scolaire	63			
Autres	64			
Transport aérien	65			
Transport par eau	66			
Autres	67			
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68	4 202	4 202	5 313
Réseau de distribution de l'eau potable	69	4 205	14 148	9 516
Traitement des eaux usées	70	103 617	142 371	126 089
Réseaux d'égout	71			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	72			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	73			
Tri et conditionnement	74			
Autres	75			
Autres	76	247 500	207 603	233 112
Cours d'eau	77			
Protection de l'environnement	78			
Autres	79			15 229
<b>Santé et bien-être</b>				
Logement social	80			
Sécurité du revenu	81			
Autres	82		1 200	1 200
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	83			
Rénovation urbaine	84			
Promotion et développement économique	85			
Autres	86			
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	87	294 488	294 487	330 624
Activités culturelles				
Bibliothèques	88	110 740	98 068	2 172
Autres	89	107 500	125 688	87 000
<b>Réseau d'électricité</b>	90			
	91	922 252	1 928 925	3 134 168

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
<b>TRANSFERTS (suite)</b>				
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT</b>				
<b>Administration générale</b>	92			
<b>Sécurité publique</b>				
Police	93			
Sécurité incendie	94			
Sécurité civile	95			
Autres	96			
<b>Transport</b>				
Réseau routier				
Voirie municipale	97	200 000	1 950 387	1 950 387
Enlèvement de la neige	98			
Autres	99			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	100			(4 870)
Transport adapté	101			
Transport scolaire	102			
Autres	103			
Transport aérien	104			
Transport par eau	105			
Autres	106			
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107	1 000 000		
Réseau de distribution de l'eau potable	108	200 000		
Traitement des eaux usées	109		1 211 485	1 211 485
Réseaux d'égout	110			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	111			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	112			
Tri et conditionnement	113			
Autres	114			
Autres	115			
Cours d'eau	116			
Protection de l'environnement	117			
Autres	118			
<b>Santé et bien-être</b>				
Logement social	119			
Sécurité du revenu	120			
Autres	121			
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	122			
Rénovation urbaine	123			
Promotion et développement économique	124			
Autres	125			
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	126			
Activités culturelles				
Bibliothèques	127			
Autres	128			
<b>Réseau d'électricité</b>	129			
	130	1 400 000	3 161 872	3 161 872
				(4 870)

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>	<b>Administration municipale</b>		<b>Données consolidées</b>	
	<b>Budget 2018</b>	<b>Réalisations 2018</b>	<b>Réalisations 2018</b>	<b>Réalisations 2017</b>
<b>TRANSFERTS (suite)</b>				
<b>TRANSFERTS DE DROIT</b>				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	131			
Péréquation	132			
Neutralité	133			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	134			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135			
Fonds de développement des territoires	136			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	137			
Partage des revenus du cannabis	138			
Autres	139			
	140			
<b>TOTAL DES TRANSFERTS</b>	141	2 322 252	5 090 797	5 105 997
				3 129 298

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

**Non audité**

	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
<b>SERVICES RENDUS</b>				
<b>SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX</b>				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	142			
Évaluation	143			
Autres	144			
	145			
Sécurité publique				
Police	146			
Sécurité incendie	147	304 900	324 229	324 229
Sécurité civile	148			
Autres	149			
	150	304 900	324 229	324 229
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	151			
Enlèvement de la neige	152			
Autres	153			
Transport collectif	154			
Autres	155			
	156			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	157	188 400	195 589	195 589
Réseau de distribution de l'eau potable	158			203 817
Traitement des eaux usées	159	51 600	53 568	53 568
Réseaux d'égout	160			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	161			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	162			
Tri et conditionnement	163			
Autres	164			
Autres	165			
Cours d'eau	166			
Protection de l'environnement	167			
Autres	168			
	169	240 000	249 157	249 157
Santé et bien-être				
Logement social	170			
Autres	171			
	172			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	173			
Rénovation urbaine	174			
Promotion et développement économique	175			
Autres	176			
	177			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	178	2 700	1 258	1 258
Activités culturelles				
Bibliothèques	179	6 610	6 725	6 610
Autres	180			
	181	9 310	7 983	7 983
Réseau d'électricité	182			
	183	554 210	581 369	581 369

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
<b>SERVICES RENDUS (suite)</b>				
<b>AUTRES SERVICES RENDUS</b>				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	184			
Évaluation	185			
Autres	186	137 918	372 153	169 449
	187	137 918	372 153	169 449
Sécurité publique				
Police	188			
Sécurité incendie	189	36 800	53 457	771
Sécurité civile	190			6 511
Autres	191			
	192	36 800	53 457	7 282
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	193			
Enlèvement de la neige	194	24 053	44 277	23 432
Autres	195	57 494	107 046	127 897
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	196			529 382
Transport adapté	197			
Transport scolaire	198			
Autres	199			208 896
Autres	200			
	201	81 547	151 323	889 607
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	202	10 956	8 282	39 525
Réseau de distribution de l'eau potable	203			
Traitement des eaux usées	204			
Réseaux d'égout	205			912
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	206			
Matières recyclables	207		14 666	6 445
Autres	208			
Cours d'eau	209			
Protection de l'environnement	210			
Autres	211			
	212	10 956	22 948	46 882
Santé et bien-être				
Logement social	213			
Sécurité du revenu	214			
Autres	215			
	216			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	217	185 000	180 624	192 597
Rénovation urbaine	218			
Promotion et développement économique	219			
Autres	220			
	221	185 000	180 624	192 597
Loisirs et culture				
Activités récréatives	222	3 610 540	4 053 440	3 491 042
Activités culturelles				
Bibliothèques	223			
Autres	224	10 020	19 422	15 236
	225	3 620 560	4 072 862	3 506 278
Réseau d'électricité	226			
	227	4 072 781	4 853 367	4 812 095
<b>TOTAL DES SERVICES RENDUS</b>	228	4 626 991	5 434 736	5 368 233

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>	<b>Administration municipale</b>		<b>Données consolidées</b>	
	<b>Budget 2018</b>	<b>Réalisations 2018</b>	<b>Réalisations 2018</b>	<b>Réalisations 2017</b>
<b>IMPOSITION DE DROITS</b>				
Licences et permis	229	225 735	375 065	277 686
Droits de mutation immobilière	230	3 600 000	5 150 997	7 974 153
Droits sur les carrières et sablières	231			
Autres	232	536	4 054	536
	233	3 826 271	5 530 116	8 252 375
<b>AMENDES ET PÉNALITÉS</b>				
	234	425 000	441 862	351 507
<b>REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE</b>				
	235			
<b>AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS</b>				
	236	530 000	814 550	758 969
<b>AUTRES REVENUS</b>				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	237	5 000	16 457	19 599
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	238		(27 617)	
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	239			
Contributions des promoteurs	240	6 017 000	1 830 480	10 047 067
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Taxe sur l'essence	241			
Contributions des organismes municipaux	242			
Autres contributions	243		972 999	1 319 356
Redevances réglementaires	244			
Autres	245	45 000	213 926	355 553
	246	6 067 000	3 033 862	11 741 575
<b>EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION</b>				
	247			



**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2018	Réalizations 2018			Réalizations 2018	Réalizations 2017
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
<b>ADMINISTRATION GÉNÉRALE</b>							
Conseil	1	952 948	888 548	1 556	890 104	890 104	822 713
Greffe et application de la loi	2	1 238 036	1 138 350	9 110	1 147 460	1 147 460	1 288 176
Gestion financière et administrative	3	2 396 061	2 323 339	49 474	2 372 813	2 372 813	2 364 305
Évaluation	4	501 085	324 041		324 041	324 041	697 251
Gestion du personnel	5	960 997	1 026 726	1 085	1 027 811	1 027 811	937 681
Autres							
- Informatique, communications	6	1 389 667	1 203 343	20 979	1 224 322	1 224 322	1 365 568
- Bâtiments, autres	7	958 500	999 686	18 316	1 018 002	1 018 002	979 111
	8	8 397 294	7 904 033	100 520	8 004 553	8 004 553	8 454 805
<b>SÉCURITÉ PUBLIQUE</b>							
Police	9	4 588 995	4 631 160	5 165	4 636 325	4 636 325	3 870 796
Sécurité incendie	10	4 044 200	3 984 268	469 481	4 453 749	4 453 749	4 123 827
Sécurité civile	11	59 760	72 656	2 070	74 726	74 726	1 196 464
Autres	12	178 874	164 164		164 164	164 164	155 776
	13	8 871 829	8 852 248	476 716	9 328 964	9 328 964	9 346 863
<b>TRANSPORT</b>							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	4 045 753	4 350 431	4 106 420	8 456 851	8 456 851	7 982 616
Enlèvement de la neige	15	3 176 431	2 939 281	17 874	2 957 155	2 957 155	2 232 991
Éclairage des rues	16	407 028	453 607	840 763	1 294 370	1 294 370	1 244 443
Circulation et stationnement	17	426 937	402 820	112 619	515 439	515 439	438 253
Transport collectif							
Transport en commun	18	3 084 986	2 562 824	3 602	2 566 426	2 566 426	4 586 291
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21						
	22	11 141 135	10 708 963	5 081 278	15 790 241	15 790 241	16 484 594

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

*Non audité*

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2018	Réalizations 2018			Réalizations 2018	Réalizations 2017
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
<b>HYGIÈNE DU MILIEU</b>							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	2 910 224	2 564 917	978 852	3 543 769	3 543 769	3 579 924
Réseau de distribution de l'eau potable	24	1 013 935	958 935	953 501	1 912 436	1 912 436	1 760 239
Traitement des eaux usées	25	1 407 016	2 648 121	551 732	3 199 853	3 199 853	1 507 753
Réseaux d'égout	26	676 732	999 806	2 187 005	3 186 811	3 186 811	2 779 226
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	871 674	873 751		873 751	873 751	820 927
Élimination	28	1 094 023	920 054		920 054	920 054	926 954
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29	1 380 374	1 267 751		1 267 751	1 267 751	921 380
Tri et conditionnement	30						
Matières organiques							
Collecte et transport	31	703 500	379 586		379 586	379 586	79 667
Traitement	32						
Matériaux secs	33	168 017	173 923	5 522	179 445	179 445	127 725
Autres	34						
Plan de gestion	35	99 586	99 585		99 585	99 585	65 136
Autres	36						
Cours d'eau	37	83 831	19 687		19 687	19 687	24 764
Protection de l'environnement	38	726 316	453 037		453 037	453 037	676 412
Autres	39						
	40	11 135 228	11 359 153	4 676 612	16 035 765	16 035 765	13 270 107
<b>SANTÉ ET BIEN-ÊTRE</b>							
Logement social	41	414 119	401 802		401 802	401 802	390 865
Sécurité du revenu	42						
Autres	43	500 137	569 525		569 525	621 945	475 904
	44	914 256	971 327		971 327	1 023 747	866 769
<b>AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT</b>							
Aménagement, urbanisme et zonage	45	3 188 378	3 336 966	7 749	3 344 715	3 344 715	2 757 872
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	46						
Autres biens	47						
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	48	657 685	651 167		651 167	651 167	640 168
Tourisme	49	1 260					1 045
Autres	50						
Autres	51						
	52	3 847 323	3 988 133	7 749	3 995 882	3 995 882	3 399 085

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2018		Réalizations 2018		Réalizations 2018	Réalizations 2017
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
<b>LOISIRS ET CULTURE</b>							
Activités récréatives							
Centres communautaires	53	4 422 146	4 806 472	768 621	5 575 093	5 208 916	4 813 724
Patinoires intérieures et extérieures	54	1 920 504	1 806 981	354 344	2 161 325	2 161 325	2 059 067
Piscines, plages et ports de plaisance	55	776 465	676 114	48 749	724 863	724 863	705 820
Parcs et terrains de jeux	56	4 571 285	4 425 226	901 749	5 326 975	5 326 975	4 736 035
Parcs régionaux	57						
Expositions et foires	58						
Autres	59					274 965	234 637
	60	11 690 400	11 714 793	2 073 463	13 788 256	13 697 044	12 549 283
Activités culturelles							
Centres communautaires	61	1 264 068	1 033 213	4 535	1 037 748	1 037 748	852 073
Bibliothèques	62	1 974 020	1 796 347	61 548	1 857 895	1 857 895	1 687 983
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	63	789 728	858 417	36 641	895 058	895 058	943 291
Autres ressources du patrimoine	64						
Autres	65						
	66	4 027 816	3 687 977	102 724	3 790 701	3 790 701	3 483 347
	67	15 718 216	15 402 770	2 176 187	17 578 957	17 487 745	16 032 630
<b>RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ</b>							
68							
<b>FRAIS DE FINANCEMENT</b>							
Dette à long terme							
Intérêts	69	4 904 258	5 064 863		5 064 863	5 107 773	5 215 093
Autres frais	70	349 375	326 852		326 852	326 852	357 056
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	71		69 200		69 200	69 200	100
Autres	72	95 000	23 394		23 394	92 685	126 896
	73	5 348 633	5 484 309		5 484 309	5 596 510	5 699 145
<b>EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION</b>							
	74						75 298
<b>AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS</b>							
	75	11 975 268	12 519 062	( 12 519 062 )			

# Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2018

Nom : Vaudreuil-Dorion

Code géographique : 71083

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

**TABLE DES MATIÈRES**

	<b><u>PAGE</u></b>
<b>Autres renseignements financiers consolidés non audités</b>	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	4
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations consolidées	4
Analyse de la dette à long terme consolidée	5
Endettement total net à long terme consolidé	6
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	7
<b>Autres renseignements financiers non consolidés non audités</b>	
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	9
Analyse de la rémunération non consolidée	10
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	10
Frais de financement non consolidés par activités	11
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	12
Rémunération des élus	13
<b>Questionnaire</b>	14

---

## **AUTRES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS**

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>		<b>Administration municipale</b>	<b>Données consolidées</b>	
		<b>Réalisations 2018</b>	<b>Réalisations 2018</b>	<b>Réalisations 2017</b>
<b>IMMOBILISATIONS</b>				
Infrastructures				
	Conduites d'eau potable	1 770 967	770 967	1 743 059
	Usines de traitement de l'eau potable	2 71 653	71 653	706 014
	Usines et bassins d'épuration	3 1 024 208	1 024 208	1 972 550
	Conduites d'égout	4 1 001 315	1 001 315	3 797 272
	Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
	Chemins, rues, routes et trottoirs	6 4 646 761	4 646 761	11 597 295
	Ponts, tunnels et viaducs	7		
	Systèmes d'éclairage des rues	8 107 302	107 302	1 142 625
	Aires de stationnement	9 308 121	308 121	78 516
	Parcs et terrains de jeux	10 171 257	171 257	1 191 080
	Autres infrastructures	11 1 818 530	1 818 530	652 531
	Réseau d'électricité	12		
Bâtiments				
	Édifices administratifs	13 273 718	273 718	119 902
	Édifices communautaires et récréatifs	14 147 321	147 321	1 190 321
	Améliorations locatives	15 80 962	80 962	
Véhicules				
	Véhicules de transport en commun	16		
	Autres	17 1 841 743	1 845 242	713 260
	Ameublement et équipement de bureau	18 43 665	62 985	142 679
	Machinerie, outillage et équipement divers	19 231 698	259 439	383 762
	Terrains	20 5 252 277	5 252 277	2 939 428
	Autres	21		
		22 17 791 498	17 842 058	28 370 294

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT  
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>				
Infrastructures autres que pour nouveau développement				
	Conduites d'eau potable	23 507 574	507 574	434 809
	Usines de traitement de l'eau potable	24 71 653	71 653	706 014
	Usines et bassins d'épuration	25 1 024 208	1 024 208	1 972 550
	Conduites d'égout	26 246 113	246 113	
	Autres infrastructures	27 5 938 405	5 938 405	8 578 202
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
	Conduites d'eau potable	28 263 393	263 393	1 308 250
	Usines de traitement de l'eau potable	29		
	Usines et bassins d'épuration	30		
	Conduites d'égout	31 755 202	755 202	3 797 272
	Autres infrastructures	32 1 113 566	1 113 566	6 083 845
	Autres immobilisations	33 7 871 384	7 921 944	5 489 352
		34 17 791 498	17 842 058	28 370 294

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>		Solde au 1 <sup>er</sup> janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
<b>La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :</b>					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3	1 002 855	109 364	313 531	798 688
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	122 412 021	2 566 765	7 070 822	117 907 964
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	58 276 226	5 728 843	3 589 073	60 415 996
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	181 691 102	8 404 972	10 973 426	179 122 648
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	13 102 605	1 950 387	990 505	14 062 487
Organismes municipaux	10				
Autres tiers	11				
	12	13 102 605	1 950 387	990 505	14 062 487
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	13				
	14	13 102 605	1 950 387	990 505	14 062 487
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	15				
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	13 102 605	1 950 387	990 505	14 062 487
	19	194 793 707	10 355 359	11 963 931	193 185 135
Dette en cours de refinancement	20	( )		( )	
Reclassement / Redressement	21				
<b>Dette à long terme</b>	22	194 793 707	10 355 359	11 963 931	193 185 135

**Note**



**ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ  
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

**Non audité****Administration municipale**

Dettes à long terme	1	192 374 000
---------------------	---	-------------

**Ajouter**

Activités d'investissement à financer	2	12 385 017
---------------------------------------	---	------------

Activités de fonctionnement à financer	3	
--	---	--

Dettes en cours de refinancement	4	
----------------------------------	---	--

Autres		
--------	--	--

-	5	
---	---	--

-	6	
---	---	--

**Déduire**

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
--	--	--

Excédent accumulé		
-------------------	--	--

Fonds d'amortissement	7	
-----------------------	---	--

Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	798 691
--	---	---------

Débiteurs	9	14 062 487
-----------	---	------------

Revenus futurs découlant des ententes		
---------------------------------------	--	--

conclues avec le gouvernement du Québec	10	
---	----	--

Autres montants	11	
-----------------	----	--

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	12	668 371
--	----	---------

Autres		
--------	--	--

-	13	
---	----	--

-	14	
---	----	--

Endettement net à long terme de l'administration municipale	15	189 229 468
---	----	-------------

<b>Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés</b>	16	811 135
--	----	---------

Endettement net à long terme	17	190 040 603
------------------------------	----	-------------

**Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes**

Municipalité régionale de comté	18	1 417 280
---------------------------------	----	-----------

Communauté métropolitaine	19	215 946
---------------------------	----	---------

Autres organismes	20	4 622 530
-------------------	----	-----------

Endettement total net à long terme	21	196 296 359
------------------------------------	----	-------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme		
--	--	--

de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	22	
--	----	--

Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à		
--	--	--

long terme de l'agglomération	23	
-------------------------------	----	--

	24	
--	----	--

Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	25	196 296 359
--	----	-------------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	26	
---	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	27	
--	----	--

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>	<b>Administration municipale</b>		<b>Données consolidées</b>		
		<b>Budget 2018</b>	<b>Réalisations 2018</b>	<b>Réalisations 2018</b>	<b>Réalisations 2017</b>
<b>Administration générale</b>					
Greffe et application de la loi	1	500	501	501	501
Évaluation	2				
Autres	3	624 697	619 016	619 016	633 166
<b>Sécurité publique</b>					
Police	4	61 187	54 867	54 867	40 962
Sécurité incendie	5	46 548	46 548	46 548	48 597
Sécurité civile	6				
Autres	7				
<b>Transport</b>					
Réseau routier	8				
Transport collectif	9	2 917 496	2 556 830	2 556 830	1 287 597
Autres	10				
<b>Hygiène du milieu</b>					
Eau et égout	11				
Matières résiduelles	12	1 229 766	1 203 702	1 203 702	957 201
Cours d'eau	13	75 956	19 687	19 687	22 296
Protection de l'environnement	14				
Autres	15				
<b>Santé et bien-être</b>					
Logement social	16	414 119	401 802	401 802	390 865
Autres	17				
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>					
Aménagement, urbanisme et zonage	18	584 901	585 273	585 273	497 424
Rénovation urbaine	19				
Promotion et développement économique	20	648 185	642 168	642 168	632 668
Autres	21				
<b>Loisirs et culture</b>					
Activités récréatives	22	19 654	19 653	19 653	12 800
Activités culturelles	23	448 182	421 147	421 147	385 112
<b>Réseau d'électricité</b>					
	24				
	25	7 071 191	6 571 194	6 571 194	4 909 189

---

## **AUTRES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS NON AUDITÉS**

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018****Non audité**

		<b>2018</b>	<b>2017</b>
<b>Rémunération</b>	1		
<b>Charges sociales</b>	2		
<b>Biens et services</b>	3	17 791 498	28 315 783
<b>Frais de financement</b>	4		
<b>Autres</b>	5		
	6	17 791 498	28 315 783

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

**Non audité**

		<b>Effectifs personnes/ année <sup>2</sup></b>	<b>Semaine normale (heures)</b>	<b>Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice</b>	<b>Rémunération</b>	<b>Charges sociales</b>	<b>Total <sup>1</sup></b>
<b>Administration municipale</b>							
Cadres et contremaîtres	1	48,49	37,50	94 886,00	4 773 001	1 438 697	6 211 698
Professionnels	2						
Cols blancs	3	101,14	35,00	184 720,00	5 239 186	1 579 218	6 818 404
Cols bleus	4	67,02	40,00	139 876,00	4 091 585	1 233 302	5 324 887
Policiers	5						
Pompiers	6	15,60	42,00	34 204,00	1 548 718	375 377	1 924 095
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	232,25		453 686,00	15 652 490	4 626 594	20 279 084
Élus	9	9,00			455 991	98 900	554 891
	10	241,25			16 108 481	4 725 494	20 833 975

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		<b>Gouvernement du Québec</b>		<b>Gouvernement du Canada</b>	<b>ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines</b>	<b>Total</b>
		<b>Fonctionnement</b>	<b>Investissement</b>			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12	4 202				4 202
Réseau de distribution de l'eau potable	13	14 148				14 148
Traitement des eaux usées	14	142 371	1 211 485			1 353 856
Réseaux d'égout	15					
Autres	16	1 683 920	1 950 387	22 500	61 784	3 718 591
	17	1 844 641	3 161 872	22 500	61 784	5 090 797

**FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

**Non audité**

		2018	2017
<b>Administration générale</b>			
Grefe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	524 142	414 154
	4	524 142	414 154
<b>Sécurité publique</b>			
Police	5		
Sécurité incendie	6	157 699	174 476
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9	157 699	174 476
<b>Transport</b>			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	1 455 610	1 670 164
Enlèvement de la neige	11	1 187	
Autres	12	211 637	
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	1 668 434	1 670 164
<b>Hygiène du milieu</b>			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	619 017	630 836
Réseau de distribution de l'eau potable	17	582 168	602 933
Traitement des eaux usées	18	568 030	585 113
Réseaux d'égout	19	375 945	401 444
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24	4 992	5 188
Autres	25		
	26	2 150 152	2 225 514
<b>Santé et bien-être</b>			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>			
Aménagement, urbanisme et zonage	31		25 000
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35		25 000
<b>Loisirs et culture</b>			
Activités récréatives	36	983 882	1 079 019
Activités culturelles			
Bibliothèques	37		
Autres	38		
	39	983 882	1 079 019
<b>Réseau d'électricité</b>			
	40		
	41	5 484 309	5 588 327

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ  
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>	2018		2017
	Budget	Réalizations	Réalizations
<b>Revenus</b>			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
<b>Charges</b>			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	(                    ) (                    ) (                    )	
	15		
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales</b>	16		
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
<b>Immobilisations</b>			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
<b>Financement</b>			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	(                    ) (                    ) (                    )	
	24		
<b>Affectations</b>			
Activités d'investissement	25	(                    ) (                    ) (                    )	
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales</b>	33		

**RÉMUNÉRATION DES ÉLUS<sup>1</sup>**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018****Non audité**

	<b>Rémunération (excluant charges sociales)</b>	<b>Allocation de dépenses</b>
Guy Pilon, maire	131 006	16 595
Céline Chartier, conseillère	25 528	12 764
Josée Clément, conseillère	25 528	12 764
Paul Dumoulin, conseiller	25 528	12 764
Diane Morin, conseillère	25 528	12 764
Paul M. Normand, conseiller	25 528	12 764
Gabriel Parent, conseiller	25 528	12 764
François Séguin, conseiller	25 528	12 764
Jasmine Sharma, conseillère	25 528	12 764

**Note**

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).



**QUESTIONNAIRE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<b>Non audité</b>	<b>OUI</b>	<b>NON</b>	<b>S.O.</b>
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1	7 750 000 \$	
2. L'organisme municipal applique-t-il les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	2 <input type="checkbox"/>	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>

**Les questions 3 et 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement.**

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2018	7	\$	
4. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	8 <input type="checkbox"/>	9 <input checked="" type="checkbox"/>	

**QUESTIONNAIRE (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<b>Non audité</b>	<b>OUI</b>	<b>NON</b>
5. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	10 <input type="checkbox"/>	11 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer les montants suivants :		
a) le montant total versé en 2018	12	_____ \$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2018 des engagements en vertu du règlement concerné	13	_____ \$
6. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu du paragraphe 2 <sup>o</sup> du 1 <sup>er</sup> alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	14 <input type="checkbox"/>	15 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2018	16	_____ \$
7. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financières en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	17 <input checked="" type="checkbox"/>	18 <input type="checkbox"/>
Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :		
a) crédits de taxes	19	_____ 38 321 \$
b) autres formes d'aide	20	_____ \$
8. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2019		
Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2018	21	.....
Facteur comparatif de 2018	22	.....
Valeur uniformisée	23	_____

**QUESTIONNAIRE (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

**Non audité**

9. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2018 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ

24 \_\_\_\_\_ \$

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

- a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 25 \_\_\_\_\_ \$
  - Dépenses autres que pour l'entretien d'hiver 26 \_\_\_\_\_ \$
- b) Dépenses d'investissement 27 \_\_\_\_\_ \$
- c) Total des frais encourus admissibles 28 \_\_\_\_\_ \$
- d) Description des dépenses d'investissement :

e) Si le total des frais encourus admissibles à la ligne 28 n'atteint pas 90 % de l'aide financière reçue ou à recevoir à la ligne 24, fournissez-en les justifications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

- a) Numéro de la résolution 29 \_\_\_\_\_
- b) Date d'adoption de la résolution 30 \_\_\_\_\_

# Taux global de taxation réel

Exercice terminé le 31 décembre 2018

Nom : Vaudreuil-Dorion

Code géographique : 71083

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

**TABLE DES MATIÈRES**

	<b><u>PAGE</u></b>
<b>Taux global de taxation réel audité</b>	
Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel	3
Taux global de taxation réel	4

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT  
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

---

Au trésorier de la Ville de Vaudreuil-Dorion

**Opinion**

Nous avons effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel de la Ville de Vaudreuil-Dorion (ci-après la « ville ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018 (ci après l'« état »).

À notre avis, l'état ci-joint a été préparé dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la *Loi sur la fiscalité municipale* (RLRQ, chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

**Fondement de l'opinion**

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit de l'état au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

**Observations - Référentiel comptable**

Nous attirons l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la *Loi sur la fiscalité municipale* (chapitre F-2.1) qui décrit le référentiel comptable appliqué. L'état a été préparé afin de permettre à la ville de répondre aux exigences de l'article 105 de la *Loi sur les cités et villes* (chapitre C-19). En conséquence, il est possible que l'état ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

**Responsabilité de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard de l'état**

La direction est responsable de la préparation de l'état conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un état exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la ville.

**Responsabilité de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état**

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que l'état est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs de l'état prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT  
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**


Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

· nous identifions et évaluons les risques que l'état comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

· nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la ville;

· nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, le cas échéant, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

<sup>1</sup>  
Goudreau Poirier inc.  
Vaudreuil-Dorion

1 CPA auditrice, CA, permis de comptabilité publique no A 107797

DATE 2019-05-24

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

**REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS**

Revenus de taxes	1	66 892 045
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	<u>38 321</u>
<b>Ajouter</b>		
Revenus de taxes de l'exercice 2018 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	38 321
<b>Déduire</b>		
Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 <sup>er</sup> alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	14 541 031
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	188 092
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	<u>                    </u>
<b>Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel</b>	10	<u>52 201 243</u>

**ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES**

Évaluation des immeubles imposables au 1 <sup>er</sup> janvier 2018 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	11	5 817 248 800
Évaluation des immeubles imposables au 31 décembre 2018 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	12	<u>5 850 373 600</u>
<b>Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel</b> (Somme des lignes 11 et 12, le tout divisé par 2)	13	<u>5 833 811 200</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL DE 2018**  
(Ligne 10 ÷ ligne 13 x 100)

14       , 8 9 4 8 / 100 \$



# Données prévisionnelles non auditées

## pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019

Nom : Vaudreuil-Dorion

Code géographique : 71083

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

**TABLE DES MATIÈRES**

	<b><u>PAGE</u></b>
<b>Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019</b>	
Revenus de taxes	3
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	4
Calcul de certains revenus de taxes	5
Taux des taxes	7
Taux global de taxation prévisionnel	8
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	9
Questionnaire	11

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES  
REVENUS DE TAXES  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

**Non audité**

**TAXES**

---

**SUR LA VALEUR FONCIÈRE**

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	53 437 720
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	3 954 448
Activités de fonctionnement	6	
Activités d'investissement	7	
Autres	8	
	9	57 392 168

---

**SUR UNE AUTRE BASE**

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	10	5 269 335
Égout	11	
Traitement des eaux usées	12	
Matières résiduelles	13	
Autres		
- Installations UV	14	60 207
-	15	
-	16	
Centres d'urgence 9-1-1	17	192 000
Service de la dette	18	5 843 553
Pouvoir général de taxation	19	
Activités de fonctionnement	20	
Activités d'investissement	21	
	22	11 365 095

---

Taxes d'affaires

Sur l'ensemble de la valeur locative	23	
Autres	24	
	25	
	26	11 365 095
	27	68 757 263

---

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES**  
**REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES**  
**EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

**Non audité**

**COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES**

**GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES**

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1	152 039
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	1 436
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	
	5	153 475

Immeubles des réseaux

Santé et services sociaux	6	95 904
Cégeps et universités	7	
Écoles primaires et secondaires	8	842 989
	9	938 893

Autres immeubles

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	1 092 368

**GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES**

Taxes sur la valeur foncière	15	26 952
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	295
Taxes d'affaires	17	
	18	27 247

**ORGANISMES MUNICIPAUX**

Taxes sur la valeur foncière	19	35 700
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	35 700

**AUTRES**

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	1 155 315

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES  
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

**Non audité**

	<b>Assiette d'application imposable</b>	<b>Taux adopté</b>	<b>Revenus bruts</b>	<b>Crédits/ Dégrèvements</b>	<b>Dotation à la provision</b>	<b>Autres ajustements</b>	<b>Revenus nets</b>
<b>Taxes sur la valeur foncière</b>							
<b>Taxes générales</b>							
Taxe foncière générale (taux unique)	1 .....	X 2 .....	/100\$ 3 .....				
Taxe foncière générale (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4 4 193 278 619	X 5 0,6069	/100\$ 6 25 447 672				
Immeubles de 6 logements ou plus	7 303 483 600	X 8 0,7003	/100\$ 9 2 125 356				
Immeubles non résidentiels	10 1 402 224 132	X 11 1,5613	/100\$ 12 21 893 461				
Immeubles industriels	13 139 126 032	X 14 1,6308	/100\$ 15 2 268 845				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16 .....	X 17 .....	/100\$ 18 .....				
Autres	19 154 261 915	X 20 0,9525	/100\$ 21 1 469 418				
Immeubles agricoles	22 49 190 400	X 23 0,4736	/100\$ 24 232 968				
<b>Total</b>			25 53 437 720	26 ( )	27 ( )	28	29 53 437 720
<b>Taxes spéciales</b>							
Service de la dette (taux unique)	30 .....	X 31 .....	/100\$ 32 .....				
Service de la dette (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33 .....	X 34 .....	/100\$ 35 .....				
Immeubles de 6 logements ou plus	36 .....	X 37 .....	/100\$ 38 .....				
Immeubles non résidentiels	39 .....	X 40 .....	/100\$ 41 .....				
Immeubles industriels	42 .....	X 43 .....	/100\$ 44 .....				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45 .....	X 46 .....	/100\$ 47 .....				
Autres	48 .....	X 49 .....	/100\$ 50 .....				
Immeubles agricoles	51 .....	X 52 .....	/100\$ 53 .....				
<b>Total</b>			54	55 ( )	56 ( )	57	58

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES  
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

**Non audité**

	<b>Assiette d'application imposable</b>	<b>Taux adopté</b>	<b>Revenus bruts</b>	<b>Crédits/ Dégrèvements</b>	<b>Dotation à la provision</b>	<b>Autres ajustements</b>	<b>Revenus nets</b>
<b>Taxes sur la valeur foncière</b>							
<b>Taxes générales</b>							
Taxes spéciales							
Activités de fonctionnement (taux unique)	1 .....	X 2 .....	/100\$ 3 .....				
Activités de fonctionnement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4 .....	X 5 .....	/100\$ 6 .....				
Immeubles de 6 logements ou plus	7 .....	X 8 .....	/100\$ 9 .....				
Immeubles non résidentiels	10 .....	X 11 .....	/100\$ 12 .....				
Immeubles industriels	13 .....	X 14 .....	/100\$ 15 .....				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16 .....	X 17 .....	/100\$ 18 .....				
Autres	19 .....	X 20 .....	/100\$ 21 .....				
Immeubles agricoles	22 .....	X 23 .....	/100\$ 24 .....				
<b>Total</b>			25 .....	26 ( .....	) 27 ( .....	) 28 .....	29 .....

Taxes spéciales							
Activités d'investissement (taux unique)	30 .....	X 31 .....	/100\$ 32 .....				
Activités d'investissement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33 .....	X 34 .....	/100\$ 35 .....				
Immeubles de 6 logements ou plus	36 .....	X 37 .....	/100\$ 38 .....				
Immeubles non résidentiels	39 .....	X 40 .....	/100\$ 41 .....				
Immeubles industriels	42 .....	X 43 .....	/100\$ 44 .....				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45 .....	X 46 .....	/100\$ 47 .....				
Autres	48 .....	X 49 .....	/100\$ 50 .....				
Immeubles agricoles	51 .....	X 52 .....	/100\$ 53 .....				
<b>Total</b>			54 .....	55 ( .....	) 56 ( .....	) 57 .....	58 .....

	<b>Valeur locative imposable</b>						
<b>Taxe d'affaires sur la valeur locative</b>	59 .....	X 60 .....	% 61 .....	62 ( .....	) 63 ( .....	) 64 .....	65 .....

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES  
TAUX DES TAXES  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

**Non audité****Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**

(montant fixe)

**Par unité de logement**

Eau	1	2   7   5	,	0   0	\$
Égout	2		,		\$
Eau et égout	3		,		\$
Traitement des eaux usées	4		,		\$
Matières résiduelles	5		,		\$

**Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification**

Description	Taux	Code <sup>1</sup>	Préciser
-------------	------	-------------------	----------

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation  
2 - du mètre carré  
3 - du mètre linéaire  
4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres  
6 - % de la valeur locative  
7 - autres (préciser)

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES  
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

**Non audité****REVENUS ADMISSIBLES**

Revenus de taxes	1	68 757 263
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	

**Ajouter**

Revenus de taxes de l'exercice 2019 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	

**Déduire**

Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 <sup>er</sup> alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	14 807 652
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	192 000
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	
<b>Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel</b>	<b>10</b>	<b>53 757 611</b>

**ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES AYANT SERVI  
À ÉTABLIR LES REVENUS DE LA TAXES FONCIÈRE GÉNÉRALE**

	11	<u>6 241 564 698</u>
--	----	----------------------

**TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL DE 2019**

(Ligne 10 ÷ ligne 11 x 100)

	12	0   ,   8   6   1   3   /100 \$
--	----	---------------------------------



**DONNÉES PRÉVISIONNELLES**  
**RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES**  
**EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

*Non audité*

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	<u>Terrains vagues desservis</u> Immeubles non résidentiels	Autres	6 logements ou plus	Immeubles agricoles
<b>Taxes sur la valeur foncière</b>							
Générales	1	21 893 462	2 268 844		1 469 418	2 125 356	232 968
De secteur	2	1 620 139	167 897		108 738	157 279	17 240
Autres	3						
<b>Taxes sur une autre base</b>							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4	2 394 107	248 104		160 685	232 413	25 476
Autres	5	129 527	189 238			467 500	
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8	26 037 235	2 874 083		1 738 841	2 982 548	275 684

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES**  
**RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)**  
**EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

*Non audité*

		Résidentielles	Résiduelle Agriculture Résidences	Autres	Total
<b>Taxes sur la valeur foncière</b>					
Générales	9	25 389 421	58 251		53 437 720
De secteur	10	1 878 844	4 311		3 954 448
Autres	11				
<b>Taxes sur une autre base</b>					
Taxes, compensations et tarification					
Service de la dette	12	2 776 398	6 370		5 843 553
Autres	13	4 543 277			5 329 542
Taxes d'affaires					
Sur la valeur locative	14				
Autres	15				
	16	34 587 940	68 932		68 565 263

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES  
QUESTIONNAIRE  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<b>Non audité</b>	<b>OUI</b>	<b>NON</b>	<b>S.O.</b>
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
- Pour la taxe foncière générale	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
- Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	5 <input type="checkbox"/>
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM.			
- Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté	6 <input type="checkbox"/>	7 <input checked="" type="checkbox"/>	8 <input type="checkbox"/>
c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM.			
- Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.	9 <input type="checkbox"/>	10 <input checked="" type="checkbox"/>	11 <input type="checkbox"/>
d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
- Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	12 <input type="checkbox"/>	13 <input checked="" type="checkbox"/>	14 <input type="checkbox"/>
- Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	15 <input type="checkbox"/>	16 <input checked="" type="checkbox"/>	17 <input type="checkbox"/>
- Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	20 <input type="checkbox"/>
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2019 pour des exploitations agricoles enregistrées?	23 <input checked="" type="checkbox"/>	24 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	25	172 475 \$	
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	26	\$	

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES**  
**QUESTIONNAIRE (suite)**  
**EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

***Non audité***

5. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	27	<u>82 467 359 \$</u>
6. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	28	<u>10 880 945 \$</u>
7. Frais de financement - Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	29	<u>5 008 756 \$</u>
8. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	30	<u>307 000 \$</u>
9. Date d'adoption du budget par le conseil	31	<u>2018-12-10</u>

**QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<b>Non audité</b>	<b>OUI</b>	<b>NON</b>	<b>S.O.</b>
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?			
Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?	5 <input checked="" type="checkbox"/>	6 <input type="checkbox"/>	
3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2022 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
<b>Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités ayant des compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.</b>			
4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	9 <input type="checkbox"/>	10 <input type="checkbox"/>	11 <input checked="" type="checkbox"/>
5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	12 <input type="checkbox"/>	13 <input type="checkbox"/>	14 <input checked="" type="checkbox"/>
6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion foncière et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?	15 <input type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>
<b>La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.</b>			
7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input type="checkbox"/>	20 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input type="checkbox"/>	

**ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION**

Je , Jean St-Antoine, avocat, OMA , atteste que le rapport financier consolidé de Vaudreuil-Dorion pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, a été déposé à la séance du conseil du 2019-06-03.

Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par Vaudreuil-Dorion.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Vaudreuil-Dorion consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports et documents par le ministre, je confirme également que Vaudreuil-Dorion détient les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

Date et heure de la dernière modification : 2019-06-04 11:08:24

Date de transmission au Ministère : 2019/06/04